

Analyse statistique du référendum fédéral du 13 juin 1976 sur le prêt en faveur de l'Association internationale de développement ("IDA")

Autor(en): **Lambelet, Jean-Christian / Schmitt, Nicolas**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **20 (1980)**

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-172216>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ANALYSE STATISTIQUE DU REFERENDUM FEDERAL DU 13 JUIN 1976 SUR LE PRET EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT («IDA»)

par Jean-Christian Lambelet

Professeur à l'Université de Lausanne et à
l'Institut universitaire des hautes études
internationales, Genève

avec la collaboration de

Nicolas Schmitt

Chargé de recherches, Centre de recherches
économiques appliquées, Université de Lausanne

Les résultats du référendum fédéral de 1976 sur le prêt à l'«IDA» sont analysés au moyen d'une méthode statistique indirecte («le modèle linéaire de probabilité») qui n'est encore que peu connue en Suisse.

En appliquant cette méthode aux résultats de la votation par Canton, on tire les conclusions suivantes: (1) A première vue, il ne semble pas que la participation à la consultation sur l'«IDA» ait été influencée par des facteurs spécifiques, comme cela a été le cas lors de certaines autres consultations. Ou, si on préfère, la participation lors de ce référendum paraît avoir été tout à fait «normale». (2) Les citoyens ayant voté oui à l'«IDA» semblent s'être recrutés surtout dans les milieux relativement aisés et/ou urbains et/ou «ouverts sur le monde». A l'inverse, les partisans du non qui sont allés voter paraissent appartenir surtout aux milieux économiquement faibles et/ou non urbains et/ou repliés sur eux-mêmes.

Die Ergebnisse des Bundesreferendums von 1976 über den Kredit an die „IDA“ wurden mit Hilfe einer in der Schweiz noch ziemlich unbekanntem indirekten statistischen Methode (d. h. des linearen Wahrscheinlichkeitsmodelles) untersucht.

Dabei ergaben sich folgende auf den kantonalen Abstimmungsergebnissen beruhende Schlussfolgerungen: (1) Die Beteiligung an der IDA-Abstimmung scheint nicht von spezifischen Faktoren beeinflusst gewesen zu sein, wie das bei anderen Abstimmungen öfters der Fall war, das heisst, die Beteiligung an diesem Referendum war offenbar ganz „normal“. – (2) Die Bürger, die dem IDA-Kredit zustimmten, scheinen meistens den wohlhabenden und/oder städtischen und/oder „weltoffenen“ Schichten anzugehören. Anders ausgedrückt: Diejenigen, die damals Nein stimmten, gehören meistens den niedrigen Einkommensschichten und/oder dem ländlichen Milieu und/oder den auf sich selbst bezogenen Bevölkerungsgruppen an.

I. Introduction

Le 13 juin 1976, le peuple suisse rejetait le prêt à l'IDA par 55,1 % des suffrages exprimés. "Peuple suisse" est d'ailleurs beaucoup dire puisque seul un citoyen sur trois s'était rendu aux urnes¹. L'issue négative de la consultation n'en a pas moins contribué à renforcer une image de la Suisse qui, hélas, se répand de plus en plus dans le monde – à savoir, celle d'un pays aussi riche qu'égoïste.

D'où l'intérêt qu'il y a à connaître les facteurs sous-jacents à ce référendum fédéral. Dans la présente étude, on cherchera à identifier ces facteurs sous-jacents au moyen d'une *approche statistique indirecte* (le "modèle linéaire de probabilité") qui semble encore relativement peu connue en Suisse. Soulignons d'emblée que les multiples questions méthodologiques soulevées par cette approche seront largement passées sous silence, la plupart ayant été traitées récemment dans une étude similaire à laquelle on se permet de renvoyer le lecteur que ces questions intéresseraient².

II. La fonction de participation

Dans toutes les consultations populaires, il est constant que la participation est significativement moins élevée en Suisse romande et au Tessin, et qu'elle est particulièrement forte à Schaffhouse où le vote est obligatoire.

Dans le cas du référendum sur l'IDA, ces deux facteurs à eux seuls suffisent à rendre compte de 84 % de la variation des taux de participation cantonaux:³

$$(1) \quad \text{PART}_i = 0,393 - 0,162 \text{LATINS}_i + 0,309 \text{DUMSH}$$
$$(39,6) \quad (-6,7) \quad (7,4)$$
$$R^2 = 0,84 \quad 22 \text{ degrés de liberté}^4$$

$$\text{PART}_i = \text{taux de participation dans le Canton } i$$
$$(1 \geq \text{PART}_i \geq 0)$$

1 Le taux exact de participation était de 34,5 %.

2 Voir: J. C. Lambelet, *Une analyse statistique de la votation fédérale du 25 septembre 1977 sur l'initiative populaire pour la solution du délai*; étude n° 78.04 du Centre de recherches économiques appliquées, Lausanne, 24 mars 1978; 49 p. (Ci-après: étude n°78.04).

3 On sait que le coefficient de détermination calculé à partir de moyennes cantonales tend à être plus élevé que celui qu'on trouverait au niveau individuel. Voir étude n° 78.04, p. 14.

4 Les chiffres entre parenthèses sous les coefficients sont les valeurs du t de Student. Les estimations ont toutes été faites par les moindres carrés ordinaires.

$LATINS_i$ = proportion d'électeurs "latins" (c'est-à-dire de langue française ou italienne) par rapport au nombre total d'électeurs
($1 \geq LATINS_i \geq 0$)

DUMSH = 1,0 pour Schaffhouse, = 0 pour les autres cantons

Le paramètre de la variable socio-culturelle $LATINS_i$ paraît quelque peu trop élevé en valeur absolue: d'autres études suggèrent qu'il se situe plus vraisemblablement vers $-0,12$.⁵ Il sera donc intéressant de voir comment l'introduction d'autres variables dans l'équation affectera ce paramètre.

L'étude des comportements électoraux, à l'étranger comme en Suisse, a révélé que la participation tend à croître au fur et à mesure qu'on monte dans l'échelle sociale; ou, ce qui revient presque au même, que l'abstentionnisme se situe à gauche plus qu'à droite.⁶ Qu'en est-il dans le cas de la consultation sur l'IDA?

Pour tenter de mesurer cette influence sur la participation, on a d'abord essayé de se fonder sur le résultats des élections au Conseil national en automne 1975. D'une part, on a considéré le pourcentage des voix qui sont allées au Parti socialiste, au Parti du travail et à la Ligue marxiste révolutionnaire. D'autre part, on a également ajouté à ces voix celles qui se sont portées sur les partis d'extrême-droite (Républicains, Action nationale) dont l'électorat semble se recruter dans les mêmes milieux, du moins en partie. Malheureusement, on s'aperçut que les deux séries obtenues de la sorte n'étaient guère utilisables et conduisaient à des résultats statistiques douteux. La raison principale en est que, dans plusieurs petits Cantons qui ne disposent que d'un siège au Conseil national, l'éventail des listes en présence était trop fermé pour que les résultats des élections puissent permettre de mesurer la composition de l'électorat dans la dimension gauche-droite. Ainsi, lors de ces élections, la gauche était totalement absente dans les Cantons d'Uri, de Nidwald, d'Obwald et d'Appenzell R. I. Dans ces trois derniers Cantons, il n'y avait même qu'une liste unique!

Pour tenter de remédier à ce défaut, on a eu recours aux résultats des élections les plus récentes aux parlements cantonaux où les formations en présence tendent à être nettement plus nombreuses et plus diverses. Mais, même si ces séries cantonales permettent d'obtenir de meilleurs résultats, elles ne sont pas exemptes de problèmes: d'une part, dans trois Cantons à Landesgemeinde (OW, AI, AR), on ne peut faire de distinctions d'après les partis; dans d'autres Cantons, les élections "les plus récentes" étaient relativement anciennes (1973 pour SO, AG, VS, NE et GE; 1972 pour SH; 1971 pour FR). Les résultats suivants doivent donc être appréciés en tenant compte de ces imperfections au niveau des données.

5 D. Sidjanski et al., *Les Suisses et la politique*, Berne 1975.

6 *Id.*, en particulier les pp. 192–201.

$$(2) \text{ PART}_i = 0,418 - 0,130 \text{ LATINS}_i + 0,343 \text{ DUMSH} - 0,178 \text{ GCGAUC}_i$$

$$(33,4) \quad (-5,5) \quad (9,0) \quad (-2,8)$$

$$R^2 = 0,88 \quad 21 \text{ degrés de liberté}$$

GCGAUC = proportion des sièges détenus par la gauche (PS, Parti du travail, LMR et apparentés) dans les Grands Conseils cantonaux ($1 \geq \text{GCGAUC} \geq 0$).

$$(3) \text{ PART}_i = 0,418 - 0,140 \text{ LATINS}_i + 0,339 \text{ DUMSH} - 0,159 \text{ GCEXPS}_i$$

$$(34,3) \quad (-5,6) \quad (9,0) \quad (-2,9)$$

$$R^2 = 0,88 \quad 21 \text{ degrés de liberté}$$

GCEXPS = proportion des sièges détenus par la gauche (comme ci-dessus) et par l'extrême-droite (AN, Républicains et apparentés) dans les Grands Conseils cantonaux ($1 \geq \text{GCEXPS} \geq 0$).

On voit donc que, étant donné la méthode utilisée, l'amalgame de l'extrême-droite avec les partis de gauche n'entraîne pas d'amélioration significative des résultats.

L'âge est un autre facteur général qui influence la participation. La relation prend la forme d'un U renversé: les jeunes entre 20 et 30 ans et les personnes âgées de plus de 70 ans participent relativement peu.⁷ Malgré diverses tentatives, il n'a cependant pas été possible de mesurer cet effet au niveau global. Peut-être est-ce parce que les différences entre les pyramides d'âge dans les divers Cantons ne sont pas suffisamment accusées.

En sus de ces facteurs généraux, la participation à une consultation donnée peut également être influencée par des facteurs propres à l'objet ou aux objets soumis au vote populaire. Ainsi, par exemple, on a pu montrer que la religion a joué un rôle très significatif lors de la votation sur l'initiative "pour la solution du délai".⁸

Le 13 juin 1976, trois objets étaient simultanément soumis à votation populaire:

- Le prêt à l'IDA;
- La loi sur l'aménagement du territoire;
- L'assurance-chômage.

Diverses tentatives ont donc été effectuées afin d'identifier les facteurs liés à ces objets qui auraient pu exercer une influence spécifique sur la participation. Il s'agit là évidemment d'un procédé par tâtonnement qui dépend de l'intuition et de l'imagination des chercheurs: les résultats qui suivent peuvent donc en partie traduire une insuffisance à ce niveau.

⁷ Sidjanski et al., *op. cit.*, pp. 196 + 198.

⁸ Cf. étude "Créa" n° 78.04.

Quoi qu'il en soit, dans le cas de l'assurance-chômage, on pourrait imaginer que la participation a été plus élevée dans les Cantons à chômage relativement élevé; ou peut-être dans les Cantons ayant connu une poussée particulièrement marquée du chômage dans la période précédant la votation. Par ailleurs, dans la mesure où le chômage tend à se manifester davantage dans le secteur secondaire que dans les secteurs primaire et tertiaire, on pourrait imaginer que la participation a été plus élevée (*ceteris paribus*) dans les Cantons où le secondaire domine. A l'inverse, l'aménagement du territoire intéressait peut-être tout particulièrement les citoyens liés au secteur primaire. Plus généralement, l'aménagement du territoire était certainement plus lourd de conséquences pour un Canton disposant encore d'une grande surface non bâtie que dans un Canton urbain comme Bâle-Ville. Quant au prêt à l'IDA, il n'est pas interdit de penser que les citoyens de Cantons relativement pauvres, et donc dépendant davantage de subventions fédérales, se sentaient peut-être plus concernés par la perspective d'une subvention à l'étranger que les citoyens de Cantons plus riches. Enfin, on peut imaginer que la présence d'une forte proportion d'étrangers sur le territoire cantonal puisse se traduire, soit par une xénophobie néfaste à tout schéma du genre de l'IDA, soit au contraire par une ouverture sur le monde allant dans un sens opposé.

Des diverses variables qui ont été construites à ces fins,⁹ une seule pourrait, semble-t-il, avoir joué un rôle au niveau global – à savoir la variable baptisée $SPROD_i$ qui a été calculée ainsi: $SPROD_i = ((\text{Surface de base})_i - (\text{Surface urbaine et industrielle})_i) / (\text{Surface de base})_i$, la "surface de base" étant elle-même définie comme: $(\text{Surface de base})_i = (\text{Surface totale})_i - (\text{Surface improductive} + \text{surface des fleuves et lacs})_i$. La surface de base est donc l'ensemble des terrains susceptibles d'une appropriation rentable, $SPROD_i$ étant le rapport de ce qu'on pourrait baptiser la "surface verte" à la surface de base.

$$(4) \quad PART_i = 0,270 - 0,166 \text{ LATINS}_i + 0,305 \text{ DUMSH} + 0,137 \text{ SPROD}_i$$

$$\begin{array}{cccc} (5,9) & (-7,7) & (8,3) & (2,7) \end{array}$$

$$R^2 = 0,88 \quad 21 \text{ degrés de liberté}$$

La variable $SPROD_i$ est évidemment liée plus particulièrement au vote sur l'aménagement du territoire. Il n'est donc pas exclu que, le 13 juin 1976, ce soit l'aménagement du territoire qui ait quelque peu joué le rôle de "locomotive", les chiffres suivants constituant un autre indice allant dans le même sens:

9 Il s'agit donc du pourcentage de la population active dans les trois secteurs économiques; du pourcentage d'étrangers dans la population résidente; du pourcentage de la population vivant en zone urbaine; du revenu cantonal par habitant; du montant des subventions fédérales (générales ou seulement agricoles) par habitant; de la charge fiscale par habitant; du niveau et du changement récent dans le taux de chômage.

<i>Objet</i>	<i>Electeurs</i>	<i>Votants</i>	<i>Bulletins valables</i>
Aménagement du territ.	3 756 474	1 298 665	1 280 367
Assurance-chômage	3 756 474	1 296 474	1 268 761
Prêt à l'IDA	3 756 474	1 296 862	1 264 852

La possibilité d'un surcroît de participation dû au vote sur l'aménagement du territoire reste cependant incertaine. En effet, l'équation suivante montre que l'échantillon ne permet pas de bien séparer l'influence du facteur spécifique $SPROD_i$ de l'influence plus générale de la variable $GCGAUC_i$:

$$(5) \quad PART_i = 0,336 - 0,144 \text{ LATINS}_i + 0,329 \text{ DUMSH} + 0,082 \text{ SPROD}_i \\ (5,4) \quad (-5,6) \quad (8,5) \quad (1,4) \\ - 0,116 \text{ GCGAUC}_i \\ (-1,5) \\ R^2 = 0,89 \quad 20 \text{ degrés de liberté}$$

Notre conclusion sera donc que, jusqu'à plus ample informé, rien ne permet d'affirmer avec quelque assurance que la participation aux votations du 13 juin 1976 se distingue de la participation lors de la moyenne des autres consultations.

Il n'y a peut-être rien de surprenant à cette conclusion provisoire: si on se base sur la tendance à long terme de la participation calculée par une moyenne mobile sur 10 ans, l'espérance mathématique de la participation était de 35 % en 1976.¹⁰ Or, le 13 juin 1976, elle fut de 34,5 %.

III. La fonction de décision

Dans une approche fondée rigoureusement sur le "modèle linéaire de probabilité", les résultats obtenus pour la fonction de participation sont utilisés dans une seconde étape pour transformer les données qui serviront à estimer la fonction de décision.¹¹

Supposons par exemple qu'on soit arrivé à la conclusion que l'équation (1) à la page 240 ci-dessus constitue une représentation acceptable de la fonction de participation. Supposons en outre qu'on soupçonne que la distribution des opinions sur l'IDA ne soit pas la même chez les électeurs "latins" que dans le reste de l'électorat. On devrait alors estimer la fonction suivante:

10 Voir: J. C. Lambelet, *Décisions collectives et démocratie référendaire en Suisse*; étude présentée lors des "Rencontres de Disentis" du 2-3 octobre 1977, p. 17.

11 Voir l'étude 78.04, pp. 27-29.

- (6) $OUI_i = \alpha + \beta LATINS_i^* + \gamma X_i + \epsilon_i$
 OUI_i = (nombre de votes positifs) / (nombre de bulletins valables) dans le Canton i
 $LATINS_i^*$ = (nombre d'électeurs "latins" ayant voté) / (nombre de bulletins valables) dans le Canton i
 X_i = autres facteurs ayant affecté le partage des oui et des non
 ϵ_i = terme aléatoire composite

La variable $LATINS_i^*$ n'est pas observable directement. Cependant, l'équation (1) permettrait de la construire de la façon suivante:¹²

$$LATINS_i^* \cong \frac{(0,393 - 0,162) (\Sigma \text{ Suisses "latins" de 20 ans et plus})_i}{(\Sigma \text{ bulletins valables})_i}$$

De même, une approximation du facteur binaire quelconque X_i serait:

$$X_i \cong \frac{\pi_i (\Sigma \text{ Suisses de 20 ans et plus et appartenant à la catégorie X})_i}{(\Sigma \text{ bulletins valables})_i}$$

π_i = taux de participation dans le Canton i

Cependant, comme les résultats pour la fonction de participation ne sont pas des mieux assurés, on a préféré procéder différemment pour la fonction de décision. C'est-à-dire qu'on a renoncé à effectuer les transformations qu'on vient de décrire et qu'en lieu et place on a introduit dans toutes les fonctions de décision estimées les variables $LATINS_i$ et $DUMSH$ définies à la page 241 ci-dessus et dont on peut être raisonnablement sûr qu'elles ont joué un rôle au niveau de la participation. Par conséquent, il n'est pas possible de dire si ces variables servent simplement de "substituts"¹³ pour ces transformations ou si leur présence signifie que la distribution des opinions sur l'IDA est différente chez les "Latins" (et les Schaffhousois) que dans le reste de l'électorat suisse. Quant aux variables du type X_i , qui ne figurent pas dans la fonction de participation, elles n'ont pas non plus été transformées, de sorte que les résultats obtenus pour ces variables ont une portée essentiellement heuristique.

Cela étant, on a cherché à estimer les facteurs non aléatoires affectant la décision en procédant comme dans la section précédente, c'est-à-dire en introduisant par tâtonnement dans l'équation les variables suggérées par l'intuition et l'imagination.

Sur cette base, les variables suivantes paraissent pouvoir être retenues:

¹² *Ibid.*

¹³ au sens anglais de "succédanés".

1/Le revenu

$$(7) \quad \text{OUI}_i = 0,266 + 0,129 \text{ LATINS}_i - 0,107 \text{ DUMSH} + 0,000778 \text{ REVENU}_i$$

(9,7) (6,4) (-2,9) (5,4)

$R^2 = 0,75$ 21 degrés de liberté

$\text{REVENU}_i =$ revenu cantonal par habitant en 1976 (source: UBS)

Il semblerait donc que plus le revenu est élevé et plus les opinions tendent à être favorables à l'IDA. Indiquons cependant que, dans l'état actuel de la recherche, il n'est pas clair s'il s'agit d'un effet dû au revenu ou d'un effet dû à l'urbanisation ou si les deux effets coexistent. Comme revenu et urbanisation tendent à aller de pair, les deux effets tendent à se confondre:¹⁴

$$(8) \quad \text{OUI}_i = 0,297 + 0,0988 \text{ LATINS}_i - 0,102 \text{ DUMSH} + 0,000454 \text{ REVENU}_i$$

(11,1) (4,7) (-3,1) (2,6)

+ 0,0771 ZONURB_i

(2,7)

$R^2 = 0,82$ 20 degrés de liberté

Dans la suite, on a donc gardé dans l'équation la seule variable REVENU_i , mais son interprétation reste sujette aux réserves qu'on vient d'indiquer.

2/ L'ouverture sur le monde

En Suisse, les Cantons les plus tournés vers l'étranger, ceux aussi qui sont le plus intégrés à l'économie internationale, sont ceux où la population étrangère est proportionnellement la plus forte. Les résultats ci-après tendent à montrer que cette ouverture sur le monde se traduit par des dispositions plus favorables envers la notion de solidarité internationale dont le prêt à l'IDA était une manifestation concrète.

$$(9) \quad \text{OUI}_i = 0,349 + 0,0515 \text{ LATINS}_i - 0,0755 \text{ DUMSH} + 0,767 \text{ ETRANGER}_i$$

(23,5) (2,1) (-2,0) (4,9)

$R^2 = 0,72$ 21 degrés de liberté

$\text{ETRANGER}_i =$ proportion d'étrangers dans la population résidante

$$(10) \quad \text{OUI}_i = 0,275 + 0,0863 \text{ LATINS}_i - 0,110 \text{ DUMSH} + 0,467 \text{ ETRANGER}_i$$

(11,9) (4,0) (-3,5) (3,1)

+ 0,000530 REVENU_i

(3,7)

$R^2 = 0,83$ 20 degrés de liberté

14 Pour la définition de la variable ZONURB , voir l'étude n° 78.04, pp. 28–30 (où elle est baptisée CITADIN).

3/La dimension gauche-droite

$$(11) \text{ OUI}_i = 0,282 + 0,0741 \text{ LATINS}_i - 0,114 \text{ DUMSH} + 0,365 \text{ ETRANGER}_i \\ (12,9) \quad (3,5) \quad (-3,9) \quad (2,5) \\ + 0,000447 \text{ REVENU}_i + 0,0997 \text{ GCEXPS}_i \\ (3,2) \quad (2,0) \\ R^2 = 0,86 \quad 19 \text{ degrés de liberté}$$

Comme cette équation repose sur des données non transformées, il n'est pas possible de dire si la variable GCEXPS_i sert de substitut à cette transformation ou si la distribution des opinions dans l'électorat de gauche tend à être plus favorable à l'IDA que ce n'est le cas pour le reste de l'électorat. A première vue, on pencherait plutôt pour la première hypothèse.

IV. Conclusions

En raison du caractère indirect de ces résultats, c'est avec prudence qu'on avancera les conclusions suivantes:

- (1) A première vue, il ne semble pas que la participation à la consultation sur l'IDA ait été influencée par des facteurs spécifiques, comme cela a été le cas lors de certaines autres consultations. Ou, si l'on préfère, la participation lors de ce référendum paraît avoir été tout à fait "normale".
- (2) Les citoyens ayant voté oui à l'IDA semblent s'être recrutés surtout dans les milieux relativement aisés et/ou urbains et/ou "ouverts sur le monde".
- (3) Etant donné une participation normale, étant donné aussi la force relative des groupes urbains-aisés-"extravertis" par rapport aux autres groupes sociaux, la consultation s'est soldée par une majorité rejetante. Ceci ne veut cependant pas dire qu'avec la même composition sociale une autre méthode démocratique de prise de décisions collectives – par exemple, une démocratie parlementaire – n'aurait pas abouti au résultat opposé.

Ajoutons encore quelques mots sur le problème de l'effet "multipack" lors de consultations portant simultanément sur plus d'un objet. Par exemple, selon une analyse effectuée à l'Université de Berne,¹⁵ une des raisons pour le refus de la loi sur l'aide aux Hautes Ecoles, rejetée le 28 mai 1978, est que la loi sur l'heure d'été, soumise simultanément au peuple, avait provoqué une participation massive de certains groupes sociaux (surtout les agriculteurs) qui étaient également opposés à l'aide aux Hautes Ecoles.

Qu'en est-il dans le cas de la consultation du 13 juin 1976? Dans la mesure où, comme on l'a vu, la participation a peut-être été influencée plus spécifiquement par la loi sur l'aménagement du territoire, un effet "multipack" au détriment de l'IDA n'est pas exclu.

15 Voir NZZ, 4 août 1978.

Cependant, on a aussi vu que l'effet de la variable $SPROD_i$, liée à l'aménagement du territoire, tend à se confondre avec celui des variables GCEXPS ou GCGAUC, lesquelles traduisent des constantes dans l'abstentionnisme. Certes, rien ne permet d'affirmer que le coefficient des variables GCEXPS ou GCGAUC n'est pas en l'occurrence plus élevé que normalement; seule une analyse plus systématique de la participation aux consultations populaires permettrait de se faire une idée à ce sujet. En attendant, le fait que le taux national de participation ait été presque exactement celui auquel on s'attendrait dans la moyenne des cas, ainsi que le fait qu'on n'ait pas trouvé d'effet significatif de la proportion de la population active dans le secteur primaire sur la participation, permettent de penser que la participation, le 13 juin 1976, a bien été "normale" et donc qu'il n'y a pas eu d'effet "multipack" à cette occasion – du moins, pas à première vue.